Transatlantica

Revue d'études américaines. American Studies Journal

2 | 2009

Benjamin Franklin / Richard Powers

Les premières années de la diplomatie états-unienne : l'influence décisive de Benjamin Franklin à Paris (1776-1778)

Christian Lerat

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/transatlantica/4769>

DOI : 10.4000/transatlantica.4769

ISSN : 1765-2766

Éditeur

Association française d'Etudes Américaines (AFA)

Référence électronique

Christian Lerat, « Les premières années de la diplomatie états-unienne : l'influence décisive de Benjamin Franklin à Paris (1776-1778) », *Transatlantica* [En ligne], 2 | 2009, mis en ligne le 14 février 2010, consulté le 31 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/transatlantica/4769> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/transatlantica.4769>

Ce document a été généré automatiquement le 31 janvier 2023.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Les premières années de la diplomatie états-unienne : l'influence décisive de Benjamin Franklin à Paris (1776-1778)

Christian Lerat

De décembre 1776 au 3 septembre 1783, date du traité de Paris, Benjamin Franklin, émissaire le plus prestigieux du Congrès Continental, va d'abord négocier puis cultiver l'alliance avec la France. Alliance capitale, mais difficile, entre une république naissante et une monarchie déjà au seuil de l'agonie. C'est sur l'élaboration de cette alliance que portera l'essentiel de notre propos¹, même si, ayant tiré le meilleur parti de l'alliance française, Franklin allait ensuite s'employer avec non moins d'énergie à recueillir les dividendes de la victoire militaire. Présent dans la plupart des pourparlers entre les belligérants jusqu'à la signature de la paix, son souci constant sera de donner à son pays les atouts nécessaires pour entrer dans le concert des nations.

Les succès remportés par Franklin pendant cette longue période de patiente activité diplomatique témoignent à plus d'un titre d'une sûreté et d'une finesse de jugement sans faille et surtout sans égales chez les autres commissaires américains. On doit en effet savoir que Franklin ne fut nommé seul ministre plénipotentiaire que le 14 septembre 1778, après que Conrad-Alexandre Gérard, l'ambassadeur de France à Philadelphie, eut expliqué au Congrès que ce choix répondrait le mieux aux attentes françaises. Entre temps, il lui faudra compter avec des coéquipiers qui ont pour noms Arthur Lee puis John Adams, soupçonneux et trop jaloux de l'ascendant de leur aîné pour laisser celui-ci s'imposer facilement en tant que meneur de jeu, à tel point que la légation américaine finira parfois par ressembler à la maison des Atrides²...

L'homme qui s'installe à l'hôtel de Hambourg, rue de l'Université, en cette fin du mois de décembre 1776, dispose fort heureusement d'un atout inégalé. Il arrive à Paris précédé d'une immense réputation. L'intelligentsia française a déjà habitué le public à considérer qu'il était à lui tout seul l'incarnation de ce que l'Amérique avait produit de

meilleur – à la fois génie scientifique et homme nouveau tel que le rêvaient les grands esprits du Siècle des Lumières³. Que Franklin fût perçu comme une sorte de philosophe du fond des bois, idéalement préservé des effets corrupteurs de la civilisation, ne manquait pourtant pas de sel. Comme l'écrit Thomas Wendel dans son intéressante biographie, « city bred Benjamin Franklin, who had as well stocked a wine cellar as any grandee of France, became the unlikely embodiment of the noble savage.⁴ » Cela étant, puisqu'il était à la mode dans une ville où la mode avait tant d'importance, quel avantage aurait-il eu à détromper le public ? Il avait à l'inverse fort à gagner à apparaître non tel qu'il était mais tel qu'on voulait qu'il fût, quaker vertueux pour les uns, bourgeois sorti tout droit des pages de *Poor Richard's Almanack* pour les autres. Avec ce sens de la mise en scène de soi qui caractérise souvent les grands de l'histoire, il ne voulait pas décevoir son public, comprenant bien que sa popularité rejaillirait favorablement sur son pays. De même que l'image du sage arrivé de sa Thébàïde, celle du bourgeois pratique, méritant et... triomphant avait beaucoup d'attrait dans une société où la bourgeoisie aspirait à détenir un pouvoir à la mesure de son rôle économique.

L'application de Franklin à ressembler aux stéréotypes dans lesquels on l'avait enfermé et à afficher une francophilie à laquelle son parcours antérieur ne l'avait pas véritablement prédestiné ne tarda pas à porter ses fruits. Il devint à vrai dire un véritable objet de culte, exposé à la « franklinomanie » (Gury). Rien ne fut bientôt aussi à la mode que son effigie. Selon John Adams, toujours aussi suave envers son collègue, les Français voyaient en Franklin une sorte de magicien qui, d'un coup de baguette magique, avait séparé les colonies britanniques de la Grande Bretagne et qui, grâce à son exemple contagieux, allait propager une sorte de Révolution universelle qui restaurerait l'âge d'or... Et Adams de préciser avec quelque ahurissement – mais non sans objectivité... – que le grand homme était aussi prisé par les petites gens que par les élites. Cette vaste notoriété, savamment cultivée, constituait un atout de premier ordre pour un ambassadeur. Elle lui ouvrait surtout les portes des institutions les plus prestigieuses, Académie des Sciences⁵ et Société Royale de Médecine notamment⁶. A la fois célébrité et curiosité, Franklin eut tôt fait d'être la coqueluche des salons – des « salons des dames », faudrait-il ajouter – et très vite conscient du rôle joué par ces derniers, un rôle quelque peu analogue à celui des actuelles agences de presse et de publicité, il ne se fit pas prier pour les fréquenter (Lopez, 1966 et 1990). Ce qui n'était pour l'austère Adams que vaine dissipation permettait en réalité souvent à notre philosophe de pousser son avantage auprès de personnages influents. Éminent franc-maçon de surcroît, Franklin fut aussi très fraternellement accueilli par ses pairs français, au point que la Loge des Neuf Sœurs (Hans), sans doute la plus brillante d'Europe, le choisit pour Vénérable en 1779. Chef-d'œuvre d'organisation sociale, présente partout, dans les parlements, les régiments, les Académies et même à la Cour, la puissante franc-maçonnerie devait lui fournir des appuis, en particulier dans la haute noblesse, bien représentée au Grand Orient de France. Ce sont ses liens maçonniques qui lui permettront en particulier d'être bien introduit dans le milieu de la presse française, élément d'une importance primordiale (Lerat 2006).

Franklin commençait donc sa mission sous de bons auspices, mais la partie n'était pas gagnée d'avance, car ceux-là mêmes qui l'adulaient et assimilaient la cause de l'Amérique à celle de l'humanité étaient souvent des pacifistes et des idéalistes peu pressés de voir la France mêlée à un conflit. Pour autant, ces réticences, également observables dans le cas des approches en direction de l'Espagne, n'empêchaient pas la

France de mesurer l'importance des avantages commerciaux qu'elle pourrait retirer d'une alliance ouverte avec la république américaine naissante et, au-delà même de cet aspect économique, Versailles voyait surtout dans la guerre anglo-américaine l'occasion de prendre une belle revanche sur la fière Albion. Les deux monarchies bourboniennes avaient été humiliées en 1763 par le traité de Paris, la France plus encore que l'Espagne, car l'Angleterre lui avait ravi la suprématie dans la hiérarchie des puissances. L'abaissement de l'Angleterre, un abaissement tel qu'il effacerait le funeste souvenir de la Guerre de Sept Ans, était donc devenu l'un des principaux objets de la diplomatie française et il ne semblait y avoir meilleur moyen d'y parvenir que de provoquer le démembrement de l'Empire britannique. Aussi, Vergennes, avisé ministre des Affaires Étrangères de Louis XVI et digne héritier du duc de Choiseul, avait-il dépêché ses observateurs à Philadelphie aux premiers signes de l'orage révolutionnaire.

Cependant, s'engager trop vite aux côtés de l'Amérique comportait des risques certains. L'Angleterre était un ennemi redoutable ; maîtresse des mers, elle avait les moyens de tenir tête et peut-être même d'infliger une deuxième défaite. Cela amenait la France à rechercher l'appui de l'Espagne, mais Madrid n'était pas pressé d'intervenir, considérant que son propre Empire d'Amérique n'avait rien à gagner en sécurité avec le voisinage d'une jeune et ardente république. Par ailleurs, les cercles gouvernementaux n'étaient pas unanimes à considérer qu'il était avisé d'intervenir dans ce conflit (de Castries 1958, 65-75). Louis XVI lui-même se montrait fort réservé. Il était après tout peu banal qu'une monarchie de droit divin acceptât de soutenir des sujets en révolte contre une autre monarchie.

En raison même des hésitations – compréhensibles – de Versailles, les émissaires du Congrès durent d'abord se contenter de très officieuses tractations avec Vergennes. Celui-ci tenait à ce que l'on agît avec moult discrétion, car il ne voulait pas éveiller les soupçons de l'Angleterre, ni non plus imposer ses vues à ceux qui, à la Cour, se défiaient des idées subversives répandues par les Américains. Il affectait encore officiellement d'ignorer que les *Insurgents* avaient déjà reçu des armes par son entremise et se refusait pour l'instant à tout appui naval de la France. Il donnait néanmoins à ses interlocuteurs des gages évidents de bonne volonté. Les ports français seraient ainsi ouverts aux navires américains, lesquels pourraient librement décharger leurs marchandises et repartir avec ce dont ils avaient besoin, mais ces opérations devaient se dérouler de manière aussi peu voyante que possible. De même, la vente des prises anglaises victimes de la guerre de course que les Américains livraient contre l'ancienne mère patrie était officiellement interdite dans les ports français mais Versailles n'y regarderait pas de trop près à condition que, de leur côté, les Américains veuillent bien agir avec précaution. Cela représentait pour les Américains une concession essentielle car la vente de ces prises était l'une des principales sources de revenus pour le Congrès.

Peu de temps après leur arrivée, les commissaires apprirent que la générosité royale leur valait un prêt secret de deux millions de livres qui leur serait versé par paiements échelonnés⁷. Vergennes s'arrangea en outre pour leur procurer un quartier général de rêve : l'hôtel de Valentinois, résidence de Donatien Le Ray de Chaumont. Choix également idéal du point de vue stratégique et politique : cette résidence était située à Passy, à mi-chemin entre Paris et Versailles et son propriétaire, homme d'affaires et philanthrope, était avec Beaumarchais l'homme du royaume le plus impliqué dans le commerce de contrebande à destination de l'Amérique. Tout cela paraissait encourageant, mais il n'en était pas moins évident que la diplomatie française

pratiquait pour l'instant la politique du « wait and see », ne prodiguant que des assurances fort vagues quant à son engagement ultérieur. Il est vrai que Franklin et ses coéquipiers arrivaient à un moment difficile. George Washington se trouvait alors en bien mauvaise posture et la France n'était disposée à intervenir plus activement que si elle avait l'impression que les *Insurgents* pouvaient reprendre l'avantage sur le terrain.

Pendant tout le printemps et l'été de 1777, les revers militaires américains contraignirent Vergennes à différer sa politique de revanche. Pas question de se lier par un traité « d'amitié et de commerce » pouvant déboucher à court terme sur une guerre avec l'Angleterre. Le Ministère des Affaires Étrangères français était même devenu si prudent que, pour apaiser Lord Stormont, l'ambassadeur d'Angleterre, il s'appliquait à donner des preuves de sa neutralité. Il empêchait par exemple l'acheminement d'une importante cargaison de matériel de guerre en partance pour l'Amérique et continuait à adresser des félicitations officielles à l'ambassade d'Angleterre pour les victoires remportées sur les *Insurgents*. Lord Stormont n'était néanmoins pas dupe et continuait à considérer Franklin comme « a very dangerous engine » (Wendel 222). Informé par un excellent réseau d'espions – au demeurant en partie implanté au sein même de la légation américaine⁸, il savait bien que c'était la poudre à canon française et les autres munitions entrées en contrebande qui alimentaient l'effort de guerre américain. De leur côté, les commissaires américains commençaient à se rendre compte que s'ils voulaient impliquer la France dans le conflit, il leur fallait faire des offres d'alliance plus attrayantes, passant même outre aux instructions du Congrès. Cela supposait qu'ils renoncent à leur réflexe isolationniste – réflexe particulièrement développé chez Franklin (Stourzh 133-134) – et proposent une alliance accordant à la France les garanties politiques et militaires qu'elle était en droit de réclamer. Ils s'orientèrent finalement dans cette direction, suggérant même de se lier à l'Espagne par une triple alliance. Les États-Unis s'engageaient à ne pas conclure de paix séparée avec la Grande Bretagne et prévoyaient des clauses avantageuses pour leurs alliés : pour la France, reconnaissance de sa souveraineté sur toutes les îles à sucre et droit de contrôler la moitié des pêcheries de Terre Neuve et, pour l'Espagne, promesse de ne pas lui contester la possession de la Floride et de la favoriser aussi bien en Europe qu'en Amérique dans sa rivalité avec le Portugal. Les deux monarchies bourboniennes restaient cependant sourdes aux avances des Américains. Quoique mieux disposée que l'Espagne, la France ne voulait pas risquer un conflit prématuré avec l'Angleterre. Mais, comme elle ne pouvait pas non plus laisser renaître l'Empire britannique et se priver ainsi d'une occasion sans précédent de redevenir l'arbitre de l'Europe, elle poursuivait son aide clandestine aux *Insurgents*. Aide financière notamment, sous la forme de prêts mais aussi de dons, qui allait bientôt s'élever à 4 millions de livres.

Une telle contribution financière et l'autorisation pour les navires américains de mouiller dans les ports français constituaient en réalité de véritables actes de guerre de la part d'un pays soi-disant neutre. Les munitions et autres fournitures de guerre étaient expédiées par Roderigue Hortalez et Compagnie, société fictive uniquement destinée à camoufler le manège du gouvernement français. Le metteur en scène de cette comédie politique n'était autre que Beaumarchais, aussi brillant dramaturge que courtisan, qui jouait ce rôle avec talent et gourmandise mais auquel, paradoxe insigne, Franklin devait se garder de manifester la moindre reconnaissance...⁹ Parallèlement, de nombreuses maisons ayant pignon sur rue – comme celle de Le Ray de Chaumont – commerçaient en toute liberté avec les ennemis de l'Angleterre. Tout cela hérissait fort

l'arrogant ambassadeur d'Angleterre que Franklin se plaisait de surcroît à tourner en dérision. Tandis que les mois passaient, Versailles demeurait toutefois insondable quant à ses intentions à long terme et faute d'être porteurs de nouvelles encourageantes, les commissaires américains ne pouvaient espérer infléchir la politique de Vergennes (Dull, 27-28). A la fin de septembre 1777, ils présentèrent à celui-ci un mémorandum, le sollicitant instamment de reconnaître l'indépendance des États-Unis et de leur consentir un prêt important, mais ils ne reçurent qu'une réponse dilatoire. Vergennes était d'autant plus réticent que l'allié espagnol se tenait à l'écart, refusant de recevoir Arthur Lee, dépêché à Madrid. De surcroît – et Franklin en était ulcéré – le Congrès n'était pas pressé d'informer ses commissaires, ce qui réduisait leur crédit auprès du Ministère des Affaires Étrangères français. Dans bien des cas, les nouvelles (surtout les mauvaises, bien sûr...) parvenaient via l'Angleterre. L'une de ces mauvaises nouvelles fut la prise de Philadelphie par le général Howe, le 26 septembre 1777. Franklin essayait souvent, par quelque trait d'esprit, de minimiser l'importance des revers américains. Apprenant par exemple la chute de Philadelphie, il observa que ce n'était pas Howe qui avait pris Philadelphie, mais Philadelphie qui avait pris Howe (Schoenbrun, 160).

Optimisme de circonstance, quoique non sans fondement car le rouleau compresseur anglais commençait à éprouver fortement la détermination de l'adversaire. La Providence (à laquelle, en bon Américain, Franklin croyait toujours un peu pourvu qu'on aidât celle-ci...) donna enfin à l'Amérique une victoire qui changeait le cours de la guerre. Au début du mois de décembre 1777, l'Europe apprenait que six semaines auparavant, le 17 octobre, le général anglais John Burgoyne avait dû capituler à Saratoga avec une armée de sept mille hommes. En Angleterre, cela redonna force au parti favorable à la paix, obligeant le gouvernement de Lord North à tenter un rapprochement avec les rebelles (Bemis, 58). Paul Wentworth fut donc dépêché à Paris pour y rencontrer les émissaires du Congrès. Il semble en fait avoir été là principalement pour espionner et détourner les Américains de l'alliance avec la France en contrepartie de conditions qu'il n'avait même pas autorité pour formuler.

L'effet de Saratoga fut non moins grand en France (Stourzh, 139). L'exploit militaire des Américains suscitait l'enthousiasme et, maintenant que les *Insurgents* étaient des gagnants, il devenait beaucoup plus tentant de s'allier à eux. Pourtant, nombreux étaient encore ceux qui refusaient encore de céder à une telle tentation et nul n'était plus déterminé que Franklin à les faire changer d'avis. Dès la nouvelle de Saratoga, les émissaires du Congrès rédigèrent une dépêche pour Vergennes. Deux jours plus tard, Conrad-Alexandre Gérard, le plus proche collaborateur du ministre, se présenta à Passy pour transmettre les félicitations de ce dernier et inviter les Américains à renouveler leur proposition d'alliance. Le 7 décembre, Franklin rédigea un texte et dès le 12, la délégation américaine rencontrait Vergennes et Gérard (Schoenbrun, 169-172). Vergennes prodigua force encouragements et, à la grande satisfaction de Franklin, il évoqua désormais la possibilité d'un traité franco-américain, tout en ajoutant que certaines des clauses prévues par les Américains devraient être révisées et que l'on ne pourrait rien faire sans l'Espagne. Il mit aussi en garde ses interlocuteurs contre les espions anglais. Malgré ce pas en avant, Versailles semblait donc ne rien vouloir brusquer. Mais Vergennes se ravisa bientôt. Quelques jours plus tard, les Américains se voyaient assurer qu'une alliance serait bientôt conclue. On attendrait par pure courtoisie la réponse de l'Espagne. Cette soudaine hâte était, en réalité, due à la

présence de Paul Wentworth à Paris, ainsi qu'au parti que Franklin s'employait à en tirer (Dull, 29-30).

Silas Deane conféra par deux fois avec Wentworth et, selon certains historiens (Augur, 332-333), probablement dans l'erreur, conclut avec celui-ci un accord plein de duplicité¹⁰. Franklin, pour sa part, se refusa d'abord à voir un espion anglais, mais il approuva la rencontre de Deane et, avec une honnêteté ostentatoire, s'arrangea pour que Vergennes fût aussi au courant que possible des ouvertures de paix de l'Angleterre. Il montra même au ministre une lettre adressée à Edward Bancroft par un correspondant de Londres, demandant si les Américains s'accommoderaient d'une solution « frisant l'indépendance ». Brandissant ainsi le spectre d'une possible réconciliation anglo-américaine, Franklin espérait amener le ministre des Affaires Étrangères à activer les négociations (Schoenbrun, 173-174). Spectre très inconsistant en fait car la mission de Wentworth était d'avance condamnée à l'échec. L'indépendance des États-Unis ne pouvait être bien sûr l'objet de marchandages avec l'Angleterre. C'était là un point intangible, mais la France n'avait après tout aucune assurance absolue à cet égard. À supposer que l'Amérique retourne dans le giron britannique, les derniers vestiges de l'Empire français se trouveraient grandement menacés. L'Angleterre essaierait sans doute de se venger des violations de neutralité de la France en s'accaparant les îles à sucre de la Caraïbe. Aussi, la préoccupation majeure de la politique étrangère française était-elle de faire pièce à tout ce qui pouvait empêcher l'indépendance proclamée en 1776 de devenir effective. Franklin le savait et jouait fort habilement avec les craintes françaises. À Paris, la présence d'émissaires anglais faisait travailler les imaginations. D'aucuns affirmaient qu'à trop vouloir différer la reconnaissance américaine, on finirait par jeter les *Insurgents* dans les bras de l'Angleterre. À vrai dire, Vergennes était un diplomate trop averti pour se laisser impressionner par de telles rumeurs mais il ne se fit pas faute de les utiliser pour amener le Roi à ses fins.

Le 31 décembre 1777, la réponse de Madrid parvint à Versailles. Elle était négative. Ni Charles III ni son ministre, le comte de Floridablanca, ne voulaient mêler officiellement l'Espagne aux affaires américaines et ils mettaient en garde Louis XVI contre les dangers qu'il pouvait y avoir à ne pas imiter leur exemple. Franklin, qui s'attendait à cette réponse, fit alors calmement valoir à Vergennes que la France devrait agir seule (Schoenbrun, 174). Le ministre souhaitait trop une prompte reconnaissance de l'indépendance américaine pour surseoir davantage. Aussi demanda-t-il seulement à Franklin de lui laisser le temps de convaincre le Roi. Pour que ce temps fût aussi bref que possible, Franklin résolut de donner corps à l'inquiétante rumeur d'un rapprochement anglo-américain. Rien ne saurait mieux aider Vergennes à dissiper les réticences royales... Conformément à cette stratégie, Franklin consentit donc à rencontrer Wentworth le 6 janvier 1778, à condition toutefois que ce dernier voulût bien s'abstenir de parler de récompenses personnelles pour les commissaires du Congrès (Bemis, 59-60)... Wentworth voulait savoir quelles conditions les Américains exigeraient en vue d'une réconciliation. Franklin se montra intraitable : la seule condition posée par l'Amérique était celle de la reconnaissance de son indépendance absolue, exigence à laquelle il n'était évidemment pas question que le gouvernement anglais accédât. Pour faire bonne mesure, Franklin se lança même dans une diatribe passionnée contre les exactions anglaises en Amérique. Si l'on se réfère à ce que Wentworth devait écrire par la suite, il ne semble pas que celui-ci se fût rendu compte que Franklin l'utilisait comme un simple pion pour mieux forcer la main du

gouvernement français (Schoenbrun, 175). Il s'avérait en tout cas que les rapports de Bancroft et Thornton sur la prétendue souplesse de Franklin étaient sans fondement et Wentworth regagna Londres fort dépité.

Le lendemain de cette manœuvre, Franklin apprit que le Conseil du Roi venait de recommander à Sa Majesté un double traité de commerce et d'alliance, lequel allait au-delà des espoirs du Congrès. Il était en un sens ironique que Franklin, au départ si réservé quant à l'opportunité de se lier par une alliance politique, eût poussé Vergennes à s'engager aussi vite. Une telle alliance impliquait de la part des États-Unis des clauses de réciprocité qu'il redoutait mais, conscient des difficultés militaires des *Insurgents*, il avait fini par considérer que le concours français valait bien quelques contreparties... Le 8 janvier, Gérard se rendit chez les envoyés américains. D'emblée, l'homme de confiance de Vergennes demanda à ses interlocuteurs de lui spécifier par écrit à quel prix ils renonceraient à poursuivre leurs négociations avec l'Angleterre. Qu'attendaient-ils de Versailles ? Gérard se retira pendant une heure pour leur laisser le temps de se concerter. La réponse de Franklin, lequel s'exprimait au nom de tous, fut sans ambiguïté : la France devait enfin conclure le traité d'amitié et de commerce que le Congrès sollicitait. Seul un traité lèverait les incertitudes présentes et amènerait l'Amérique à rejeter les offres de paix anglaises. Gérard jugea cette réponse suffisante : c'était là ce que Vergennes voulait savoir. Alors, il s'avança vers Franklin et lui déclara qu'il était autorisé à dire que le traité serait signé. Comme l'écrivit van Doren, l'un des premiers grands biographes de Franklin, le sage de Philadelphie venait de remporter « une victoire diplomatique aussi importante par ses résultats que la victoire militaire de Saratoga » (Van Doren, 381). Jusqu'ici soumises à des restrictions, les fournitures de guerre en provenance de France allaient désormais s'accroître en volume et bénéficier d'acheminements plus rapides. La perspective d'une victoire définitive apparaissait vraisemblable et, malgré la désapprobation de l'austère Lee, Franklin s'accordait quelques moments de « frivolité » bien mérités pour fêter son succès diplomatique.

Contre les espérances de Vergennes, Madrid maintint sa neutralité (de façade...). Aussi procéda-t-on dès le 6 février 1778, en l'hôtel de Lautrec, à la signature d'un double traité entre la France et les États-Unis : le traité d'amitié et de commerce était en effet complété par un deuxième traité d'alliance politique comportant des clauses de défense mutuelle et par lequel la France reconnaissait « la liberté, la souveraineté et l'indépendance absolue » des États-Unis, point qui tenait à cœur à Franklin par-dessus tout. Le deuxième traité était en fait la conséquence logique du premier, les signataires du traité de commerce et d'amitié ne pouvant ignorer que celui-ci entraînerait la France dans le conflit armé. L'autre disposition essentielle du point de vue de la diplomatie française prévoyait qu'aucun des deux alliés (Vergennes songeait bien sûr d'abord aux États-Unis...) ne pourrait conclure de paix séparée avec l'Angleterre « without the formal consent of the other first obtained ». Les États-Unis obtenaient de leur côté des garanties territoriales importantes. Franklin y tenait beaucoup. Les appréhensions que lui avait inspirées au départ une alliance politique provenaient en partie de l'idée que la France en profiterait pour essayer de se réimplanter sur le territoire de l'Amérique du Nord. Or, par le traité d'alliance, la France renonçait à tout territoire qui avant ou depuis le traité de Paris, en 1763, avait appartenu à la Grande Bretagne.

L'alliance politique entre les deux pays fut d'abord tenue secrète par Vergennes, le Ministère des Affaires Étrangères français préférant sans doute attendre la ratification par le Congrès. L'ambassadeur français informait néanmoins Londres du traité de

commerce et de la reconnaissance de la nouvelle nation par la France (Bemis, 67), cela afin de contrecarrer les visées de la commission de paix anglaise – la « Carlisle Peace Commission » – prête à s'embarquer pour l'Amérique. En fait, tenu au courant par son service d'espionnage, le gouvernement britannique n'apprenait rien qu'il ne sût déjà et avait aussitôt réagi. Une course de vitesse transatlantique s'était engagée entre la France et l'Angleterre. La France devait finalement y remporter la partie, tandis que pour l'Angleterre s'évanouissait la dernière chance de reconquérir les bonnes grâces américaines. Entre temps, le 20 mars, une réception officielle avait été donnée à Versailles en l'honneur des cinq délégués du Congrès (Ralph Izard, l'envoyé du Congrès en Toscane et William Lee, récemment arrivés¹¹, s'étaient joints à la délégation). L'une des plus vieilles monarchies européennes consacrait ainsi son alliance avec la jeune république américaine. Le Roi réserva à Franklin un accueil simple et aimable, sans doute surpris et amusé de ce qu'il fût vêtu en philosophe rustique et non en habit de Cour, comme ses collègues américains... « Veuillez donner au Congrès l'assurance ferme de mon amitié », déclara Louis XVI, ce à quoi Franklin répondit en proclamant au nom de ses collègues que Sa Majesté pouvait « compter sur la gratitude du Congrès et sa fidèle observance des engagements qu'il prend maintenant » (Schoenbrun, 183). Quant à la reine Marie-Antoinette, surmontant ses préventions à l'endroit d'un ancien imprimeur, elle sut aussi traiter son hôte d'honneur avec toute la déférence que dictaient les circonstances. L'hommage rendu aux États-Unis d'Amérique par l'une des Cours les plus influentes du Vieux Monde était en même temps une consécration pour Franklin. Le vieux philosophe avait surtout le sentiment d'être parvenu à ses fins. Lui qui avait d'abord estimé qu'il pouvait être imprudent pour l'Amérique d'aller au-delà d'un simple traité de commerce avec la France paraissait se féliciter de ce que les deux pays se fussent liés plus étroitement. Expliquant dans sa correspondance les fondements de l'alliance franco-américaine, il s'employait à en exalter le caractère équitable et même exemplaire. Il y voyait surtout la première grande étape d'une marche vers la victoire définitive : « Tho' the wickedness of the English Court, and its malice against us is as great as ever, its horns are shortened; its strength diminishes daily and we have formed an alliance here, and shall form others, that will help to keep the bull quiet and make him orderly.¹² »

BIBLIOGRAPHIE

Sources primaires :

L'édition, en cours depuis 1959, des *Papers of Benjamin Franklin*, New Haven : Yale University Press, comporte 39 volumes parus à ce jour et les volumes 23 à 39 couvrent la quasi-totalité de la mission diplomatique de Franklin en France.

Pour la période postérieure à 1783, il conviendra toutefois de se reporter à la publication en 10 volumes dirigée par Albert Henry Smyth, *The Writings of Benjamin Franklin*, parue en 1907 et rééditée en 1970 : New York, Haskell House.

Principales références :

ALDRIDGE, Alfred Owen, *Benjamin Franklin et ses contemporains français*, Paris : Didier, 1963.

ALSOP, Susan Mary, *Yankees At The Court: The First Americans in Paris*, Garden City, N.Y.: Doubleday, 1982.

AUGUR, Helen, *The Secret War Of Independence*, New York: Duell, Sloan & Pearce, 1955.

BAILEY, Thomas A., *A Diplomatic History Of The American People* (1940), rpt. New York: Appleton, 1955.

BEMIS, Samuel Flagg, *The Diplomacy Of The American Revolution*, Bloomington & Londres: Indiana University Press, 1935.

BRANDS, H.W., *The First American, The Life And Times Of Benjamin Franklin*, New York: Random House, 2000.

De CASTRIES (duc), René, *Le Testament de la monarchie, L'Indépendance américaine*, Paris : Librairie Arthème Fayard, 1958.

De CASTRIES (duc), René, *La France et l'indépendance américaine*, Paris : Librairie Académique Perrin, 1975.

CLARK, Ronald W., *Benjamin Franklin*, Paris : Librairie Arthème Fayard, 1986. Traduction française de l'édition originale en anglais (1983).

COUVE de MURVILLE, Maurice, « Franklin: The Diplomat and Journalist » in *Proceedings Of The American Philosophical Society*, vol. 100, N°4 (août 1956), 304-25.

DONIOL, Henri, *Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique*, Paris : Imprimerie nationale, 1886-92, 5 vol.

DULL, Jonathan R., *A Diplomatic History Of The American Revolution*, New Haven & Londres: Yale University Press, 1985.

DULL, Jonathan R., *Franklin The Diplomat*, Philadelphie: American Philosophical Society, 1982.

FOHLEN, Claude, *Benjamin Franklin, L'Américain des Lumières*, Paris : Payot, 2000.

GURY, Jacques, « La Franklinomanie » in *De L'Armorique à l'Amérique de l'Indépendance, Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, Tome 84 (1977), N°2, 257-63.

HALE, Edward E., *Franklin In France*, (1887); rpt. New York: Burt Franklin, 1969, vol. I.

LERAT, Christian, *Benjamin Franklin, Philosophe de l'Ordre et de la Liberté*, Thèse de doctorat d'État, Bordeaux, 1985, 6 vol.

LERAT, Christian, « Benjamin Franklin, Pionnier de la franc-maçonnerie transatlantique » in *Franc-maçonnerie et politique au siècle des Lumières* (Ed. Cécile Révauger), *Lumières*, N°7, Presses universitaires de Bordeaux, 2006.

LOPEZ, Claude-Anne, *Le Sceptre et la foudre, Benjamin Franklin à Paris, 1776-1785*, Paris : Mercure de France, 1990. Traduction française de *Mon Cher Papa: Franklin And The Ladies Of Paris*, New Haven: Yale University Press, 1966.

MIDDLEKAUFF, Benjamin *Franklin And His Enemies*, Berkeley, Ca: University of California Press, 1996.

MORRIS, Richard B., *The Peacemakers, The Great Powers And American Independence*, New York: Harper Row, 1965.

SCHOENBRUN, David, *Triumph in Paris, The Exploits of Benjamin Franklin*, New York & Londres: Harper & Row, 1976.

STINCHCOMBE William C., *The American Revolution And The French Alliance*, Syracuse, NY: Syracuse University Press, 1969.

STOURZH, Gerald, *Benjamin Franklin and American Foreign Policy* (1954), 2^{ème} édition, rpt. Chicago & Londres: University of Chicago Press, 1969.

VAN DOREN, Carl, *Benjamin Franklin*, New York: The Viking Press, 1938; rpt. 1952.

WENDEL, Thomas, *Benjamin Franklin and the Politics of Liberty*, Woodbury, NY: Barron's educational Series, 1974.

WRIGHT, Esmond, « The Peace Treaties of 1782 and 1783: Diplomacy by Affection » in *Reappraising Benjamin Franklin, A Bicentennial Perspective* (Ed. J. A. Leo Lemay), Newark: University of Delaware Press, 1993.

RÉSUMÉS

Cet article s'appuie sur les recherches de ces dernières décennies pour faire le point sur ce que fut le rôle de Franklin en tant que père fondateur de la diplomatie américaine. Mettre l'accent sur la première partie de la mission de Franklin en France, se concluant par les traités de commerce et d'amitié et d'alliance politique avec la France (6 février 1778), permet de mieux mesurer comment Franklin sut d'emblée relever les défis auxquels il était confronté et aussi faire preuve de souplesse dans son positionnement par rapport aux attentes françaises. Son principal atout fut d'être doté de ce qui manquait tellement aux autres émissaires américains avec lesquels il ne tarda pas à se trouver en rivalité. Alliant charme personnel à un art inné de la communication et... de la manipulation, Franklin se verra aisément reconnu comme principal interlocuteur par une Cour dont il saura vaincre les réticences bien compréhensibles et obtenir qu'elle devienne l'alliée d'une jeune république, événement dont l'importance devait s'avérer décisive.

This paper relies on scholarship produced over the last decades to take stock of the role of Benjamin Franklin as founding father of American diplomacy. Focusing on the first part of Franklin's mission to France—which leads us to the signing of the treaties of amity and commerce and of political alliance with France (February 6, 1778), enables one to assess how Franklin soon succeeded in meeting the challenges he was confronted with and also in showing flexibility in his reactions to French expectations. His main asset certainly lay in his being able to capitalize on what the other American emissaries were so cruelly deprived of, to the point of becoming the latter's rival. Blending personal charm with an inborn talent for communication and... manipulation, Franklin easily managed recognition as the main negotiating partner of a Court whose understandable reticence he knew how to overcome, eventually making France the ally of a young republic—a landmark the importance of which was to prove decisive.

INDEX

Mots-clés : alliance avec la France, Benjamin Franklin, diplomatie, guerre d'indépendance

Keywords : alliance with France, Benjamin Franklin, diplomacy, war of Independence, war of independence

AUTEUR

CHRISTIAN LERAT

Université de Bordeaux

Professeur

christian.lerat@u-bordeaux3.fr

Christian Pierre LERAT, Professeur d'études nord-américaines à l'université Michel de Montaigne Bordeaux 3, est actuellement directeur du groupe de recherche Caraïbe Plurielle dans cette université. Après avoir soutenu une thèse d'État sur *Benjamin Franklin : Philosophe de l'Ordre et de la Liberté* en 1985, il a continué de s'intéresser à Franklin (*Benjamin Franklin : Quand l'Amérique s'émancipait*, Bordeaux : PUB, 1992) tout en se spécialisant également sur les évolutions du monde caraïbe dans la période post-coloniale. C'est sur ce sujet que porte la majeure partie de ses dernières publications.